

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1361

[C — 2004/27035]

**29 JANVIER 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à l'agrément et au subventionnement des services d'insertion sociale**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 juillet 2003 relatif à l'insertion sociale, notamment les articles 6, 7, 9, 14, 15, 18 et 22;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 septembre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 octobre 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 12 novembre 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 12 janvier 2004, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 4 août 1996, par la loi du 8 septembre 1997 et par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> service : le service d'insertion sociale;

2<sup>o</sup> travailleur social : le travailleur social visé à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret;

3<sup>o</sup> Ministre : le Ministre ayant l'Aide sociale dans ses attributions;

4<sup>o</sup> administration : la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé du Ministère de la Région wallonne;

5<sup>o</sup> Commission : la commission d'agrément et d'avis des services d'insertion sociale;

6<sup>o</sup> décret : le décret du 17 juillet 2003 relatif à l'insertion sociale.

**CHAPITRE II. — De la procédure d'agrément****Section 1<sup>re</sup>. — De l'octroi d'agrément**

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'agrément est introduite, sous pli recommandé à la poste, auprès de l'administration. Une copie est adressée au Ministre.

Outre les informations requises par l'article 6 du décret, le dossier de demande comprend :

1<sup>o</sup> l'identité de la personne représentant le service et ses coordonnées;

2<sup>o</sup> l'adresse du service;

3<sup>o</sup> les noms, titres, diplômes et qualifications ainsi que les fonctions des membres du personnel accomplissant les actions d'insertion sociale visées par le décret;

4<sup>o</sup> l'indication des autres sources, émanant des pouvoirs publics à quelque niveau qu'ils se situent, de subventions éventuelles relatives aux actions d'insertion sociale du service et de l'association ou de l'institution à laquelle il appartient;

5<sup>o</sup> une note de synthèse établissant les besoins constatés et les problématiques rencontrées sur le territoire de la ou des communes dans lequel le service souhaite accomplir les missions visées par le décret, ainsi que les partenariats existants;

6<sup>o</sup> un rapport d'activités des deux années précédant la demande.

§ 2. En cas de demande de renouvellement, le service joint également une note :

1<sup>o</sup> établissant l'évolution et les changements majeurs intervenus au cours de la dernière période d'agrément sur le territoire de la ou des communes dans lequel il exerce ses activités;

2<sup>o</sup> contenant un rapport d'évaluation couvrant la période d'agrément écoulée et synthétisant les évaluations annuelles des actions menées et des suivis individuels;

3<sup>o</sup> définissant les pistes de travail pour la nouvelle période d'agrément.

§ 3. Le modèle du projet visé à l'article 6, 2<sup>e</sup> alinéa, 4<sup>o</sup>, du décret, est joint en annexe 1<sup>re</sup>.

**Art. 4.** Dans les dix jours de la réception de la demande, l'administration envoie un accusé de réception au service.

L'administration vérifie si la demande est complète et, au besoin, réclame au service, dans les trente jours de la réception de la demande, les pièces ou informations manquantes.

Dans les trente jours de la réception de la demande ou, au cas où l'administration a réclamé au service des pièces ou informations manquantes, dans les dix jours de la réception de celles-ci, elle envoie au service un courrier lui signalant que la demande est complète.

**Art. 5.** Dans les trente jours de l'envoi du courrier visé à l'article 4, 3<sup>e</sup> alinéa, l'administration transmet le dossier, accompagné de son avis, à la Commission.

La Commission transmet son avis au Ministre dans les deux mois de la réception du dossier.

**Art. 6.** Le Ministre statue sur la demande dans les deux mois de la réception de l'avis de la Commission.

La décision est notifiée au service par lettre recommandée à la poste.

**Art. 7.** Le renouvellement d'agrément doit être demandé six mois au moins avant l'expiration de l'agrément en cours.

Les articles 3 à 6 sont applicables à la demande de renouvellement.

#### *Section 2. — De la suspension et du retrait d'agrément*

**Art. 8.** Lorsque le Ministre a l'intention de suspendre ou de retirer l'agrément, il en informe, par lettre recommandée à la poste, le service concerné. La proposition de suspension ou de retrait indique les motifs le justifiant.

Le service dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la proposition de suspension ou de retrait pour transmettre ses observations écrites au Ministre.

**Art. 9.** Le Ministre transmet à la Commission, pour avis, sa proposition de suspension ou de retrait accompagnée des observations du service dans le mois suivant la réception de celles-ci ou suivant l'écoulement du délai visé à l'article 8, 2<sup>e</sup> alinéa.

**Art. 10.** La Commission transmet son avis au Ministre dans les deux mois de la réception de la proposition de suspension ou de retrait visée à l'article 9.

**Art. 11.** Le Ministre statue dans le mois de la réception de l'avis de la Commission.

La décision de suspension ou de retrait est notifiée au service par lettre recommandée à la poste.

#### *Section 3. — Des recours*

**Art. 12.** En cas de refus, de suspension ou de retrait d'agrément, un recours est ouvert au Gouvernement.

Le recours est introduit, par lettre recommandée à la poste, auprès du Ministre dans les deux mois suivant la notification de la décision attaquée.

Le recours n'est pas suspensif.

**Art. 13.** Le Gouvernement statue dans les trois mois de l'envoi recommandé visé à l'article 12, 2<sup>e</sup> alinéa.

### *CHAPITRE III. — Du public*

**Art. 14.** Dans tout groupe pris en charge par un service d'insertion sociale, le nombre de personnes qui ne constituent pas des bénéficiaires au sens de l'article 3 du décret ne peut dépasser 20 %.

### *CHAPITRE IV. — Du travailleur social*

**Art. 15.** Le travailleur social est porteur d'un diplôme d'assistant social, d'auxiliaire social, d'assistant en psychologie ou d'éducateur, d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur pédagogique ou social, au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale.

Lorsque les actions menées par le service le justifient, le travailleur social peut également, moyennant approbation du Ministre, être licencié dans le domaine des sciences humaines ou sociales, tel que visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret de la Communauté française du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques.

**Art. 16.** Le travailleur social dont la rémunération est subsidiée en application de l'article 19 suit une formation liée aux actions d'insertion sociale visées par le décret avec un minimum de quinze heures par an.

### *CHAPITRE V. — Du processus d'évaluation*

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Le travailleur social tient, au moins une fois tous les mois, une réunion d'équipe rassemblant les membres du personnel concourant à l'exercice des actions visées par le décret.

Cette réunion a pour objet, notamment :

1<sup>o</sup> d'examiner et d'orienter les demandes pouvant être prises en charge par plusieurs membres du personnel ou par une association ou une institution répondant mieux aux besoins des bénéficiaires;

2<sup>o</sup> de coordonner l'action des membres du personnel;

3<sup>o</sup> de suivre l'évolution des personnes prises en charge.

§ 2. Le travailleur social effectue, au moins une fois tous les trois mois, une évaluation collective formative avec les bénéficiaires destinée à :

- 1° mesurer l'indice de satisfaction des bénéficiaires;
- 2° établir un bilan des actions menées et envisager leurs perspectives d'évolution;
- 3° identifier les difficultés rencontrées et proposer des solutions.

§ 3. Le travailleur social constitue, pour chaque bénéficiaire et en collaboration avec lui, un dossier de suivi individuel.

Le suivi individuel est destiné à :

- 1° évaluer l'adéquation entre les attentes du bénéficiaire et les actions menées par le service;
- 2° accompagner et orienter les bénéficiaires vers un service plus adéquat s'il y a lieu en vue de la résolution de leurs problèmes sociaux;
- 3° proposer au bénéficiaire, en concertation avec lui, un accompagnement dans la construction d'un projet personnel social, culturel, ou professionnel. Le service informe le bénéficiaire des dispositifs existants en matière d'insertion socioprofessionnelle. Les démarches entreprises auprès de ceux-ci sont consignées dans le dossier individuel.

Le service garantit la confidentialité des données contenues dans le dossier individuel en veillant à ce qu'elles ne soient utilisées et conservées qu'avec l'accord du bénéficiaire et à des fins strictement professionnelles.

#### CHAPITRE VI. — *Du bénévolat*

**Art. 18.** Le responsable du service ou la personne qu'il délègue :

- 1° organise, préalablement à l'engagement de tout collaborateur bénévole, un entretien avec celui-ci afin de prendre connaissance de son parcours professionnel ou individuel;
- 2° établit, pour tout collaborateur bénévole, un contrat précisant les droits et devoirs des parties signataires.

Le contrat contient des dispositions relatives notamment aux modalités d'assurance, au public visé, aux horaires de travail et au règlement d'ordre intérieur;

- 3° réalise une évaluation annuelle du collaborateur bénévole.

#### CHAPITRE VII. — *Des subventions*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — Des subventions pour frais de personnel*

**Art. 19.** Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue :

1° à tout service agréé, une subvention destinée à couvrir le salaire brut d'un travailleur social à raison de 0,5 équivalent temps plein ainsi que les charges sociales patronales et autres avantages plafonnés à 54 % dudit salaire;

2° au service agréé justifiant d'une activité de 38 heures par semaine comprenant au moins 19 heures consacrées au travail de groupe, une subvention destinée à couvrir le salaire brut d'un travailleur social équivalent temps plein ainsi que les charges sociales patronales et autres avantages plafonnés à 54 % dudit salaire.

Les dépenses de personnel visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne sont prises en compte que dans la mesure où elles n'excèdent pas :

- 1° pour les centres public d'aide sociale ou les association visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, les échelles barémiques des pouvoirs locaux correspondant, d'une part, au titre ou diplôme dont dispose le travailleur social et, d'autre part, au maximum au grade de gradué;
- 2° pour les associations sans but lucratif, les échelles barémiques fixées, pour le titre ou le diplôme dont dispose le travailleur social, par la commission paritaire dont relève l'association, plafonnées aux échelles barémiques correspondant au diplôme d'assistant social.

**Art. 20.** Ne sont admissibles au titre de frais de personnel que les dépenses relatives au personnel statutaire ou sous contrat de travail.

**Art. 21.** Les années d'expérience professionnelle prises en compte pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire du personnel du service d'insertion sociale sont calculées conformément aux principes généraux de la fonction publique locale applicable au personnel du C.P.A.S. ou de l'association régie par le chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. ou, s'il s'agit d'un service d'insertion sociale constitué en association sans but lucratif, conformément aux règles établies par la commission paritaire dont relève le personnel de l'association.

**Art. 22.** Pour la subvention visée à l'article 19, il est fait application de la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public.

##### *Section 2. — Des subventions pour frais de fonctionnement*

**Art. 23.** Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue à tout service agréé une subvention destinée à couvrir les frais de fonctionnement.

Cette subvention est fixée au maximum à :

- 1° 5.000 euros si le service bénéficie également de la subvention visée à l'article 19;
- 2° 12.000 euros dans les autres cas.

**Art. 24.** Pour la subvention visée à l'article 23, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

*Section 3. — Des critères d'octroi des subventions*

**Art. 25.** Les subventions visées aux articles 19 et 23 sont prioritairement octroyées aux services agréés faisant, l'année précédant la demande, l'objet d'un subventionnement, pour le même objet, par la Région wallonne, et qui :

1° établissent un programme et un horaire d'activités;

2° définissent des principes pédagogiques liés à l'insertion sociale et une méthodologie permettant de les mettre en œuvre.

Sans préjudice de l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Gouvernement peut, après avis ou sur proposition du Forum wallon de l'insertion sociale, définir un plan d'actions annuel ou pluriannuel établissant des problématiques prioritaires.

*Section 4. — Des conditions et des modalités d'octroi et du contrôle des subventions*

**Art. 26.** Les subventions sont accordées, par année civile, à tout service agréé qui remplit les obligations suivantes :

1° ne pas recevoir des subventions pour les travailleurs professionnels employés ou pour les frais de fonctionnement, si elles font double emploi;

2° se conformer au plan comptable applicable aux C.P.A.S., aux associations régies par le chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. ou aux associations sans but lucratif;

3° se soumettre à la vérification par l'administration de la conformité des activités et de la comptabilité aux conditions émises à l'octroi des subventions.

L'octroi des subventions est subordonné à l'établissement par le service d'un budget prévisionnel indiquant les différentes charges pour la période pour laquelle les subventions sont demandées.

La demande de subventionnement, accompagné du budget prévisionnel, est envoyé à l'administration pour le 31 décembre de l'année précédant l'année pour laquelle les subventions sont demandées.

Le Ministre statue sur les demandes de subventionnement pour le 1<sup>er</sup> mars de l'année de subventionnement.

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Il est accordé au service agréé, dans le courant du premier trimestre de l'année, une avance annuelle correspondant à 85 % du montant des subventions accordées l'année précédente.

Pour obtenir le paiement de cette avance, le service en fait la demande en renvoyant à l'administration un formulaire établi par celle-ci.

Le solde est liquidé avant le 1<sup>er</sup> juin de l'année suivante, sur présentation des justificatifs des dépenses avant le 1<sup>er</sup> avril de cette même année.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, il est accordé, pendant la première année de subventionnement, une avance annuelle correspondant à 85 % du montant des subventions calculées sur base du budget prévisionnel visé à l'article 26, 2<sup>e</sup> alinéa.

**Art. 28.** Le rapport d'activités visé par l'article 18 du décret est conforme au modèle figurant en annexe 2.

*CHAPITRE VIII. — Des règles de fonctionnement de la Commission d'agrément et d'avis des services d'insertion sociale*

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Il est constitué au sein de la Commission un bureau chargé de l'organisation et de la coordination des travaux.

Le bureau prépare les réunions de la Commission, dresse l'ordre du jour et veille à la transmission des avis.

Il se compose du président, du vice-président et de deux membres choisis par la Commission.

§ 2. La Commission ne peut émettre valablement d'avis qu'à la condition que la moitié des membres au moins soit présente.

Si le quorum n'est pas atteint, les membres sont convoqués une nouvelle fois, au plus tard dans les quinze jours qui suivent. Si le quorum n'est à nouveau pas atteint lors de cette séance, la Commission siège valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

§ 3. Le vice-président assure la présidence de la Commission en cas d'absence du président.

§ 4. La Commission établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

**Art. 30.** La participation aux séances de la Commission ou du bureau donne droit à un jeton de présence dont le montant est fixé comme suit :

1° président : 50 euros;

2° vice-président : 30 euros;

3° autres membres, à l'exception des représentants du Gouvernement et de l'administration : 25 euros.

**Art. 31.** Les membres de la Commission bénéficient du remboursement de leurs frais de déplacement aux conditions suivantes :

1° ceux qui utilisent les moyens de transport en commun sont remboursés sur la base des tarifs officiels;

2° ceux qui utilisent leur véhicule personnel ont droit à une indemnité kilométrique déterminée conformément au tarif fixé par la réglementation applicables aux fonctionnaires de la Région wallonne

La Région wallonne n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation d'un véhicule personnel.

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales et transitoires*

**Art. 32.** Le Ministre peut accorder une dérogation à l'article 15 pour toute personne qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, exerce les fonctions de travailleur social dans un service existant à cette même date et accomplissant des actions visées à l'article 5 du décret.

**Art. 33.** Les modalités de subventionnement prévues par le présent arrêté sont applicables à partir de l'année 2005.

La demande de subventionnement pour l'année 2005 est envoyée à l'administration pour le 31 décembre 2004.

**Art. 34.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2004.

**Art. 35.** Le Ministre qui a l'Action sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 janvier 2004.

Le Ministre Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

ANNEXE 1<sup>re</sup> : modèle de projet des services d'insertion sociale

Le projet du service d'insertion sociale comprend au moins les éléments suivants :

1. la description des réalités socio-économiques locales (population, taux de chômage, nombre de personnes bénéficiant du revenu d'insertion);
2. l'identification de la problématique traitée;
3. les objectifs spécifiques poursuivis;
4. le public ciblé;
5. la description du projet;
6. la méthodologie empruntée (participation des usagers, accompagnement individuel proposé);
7. le personnel affecté au projet (nombre et fonction);
8. les collaborations/partenariats effectifs et envisagés;
9. les modalités de l'évaluation;
10. la planification des actions selon un calendrier défini;
11. les horaires d'ouverture du service et les permanences;
12. le budget prévisionnel et les autres sources de financement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services d'insertion sociale.

Namur, le 29 janvier 2004.

Le Ministre Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

## ANNEXE 2 : modèle des rapports d'activités des services d'insertion sociale

Les rapports d'activités qualitatif et quantitatif du service d'insertion sociale comprend au moins les éléments suivants :

1. un rappel historique du lieu où le service a été créé et des raisons qui ont conduit à sa création;
2. le public ciblé;
3. le personnel affecté au projet (nombre et fonction);
4. les objectifs spécifiques poursuivis;
5. les collaborations/partenariats;
6. les résultats et observations (évaluation qualitative et quantitative) :
  - synthèse des réunions d'équipe, des évaluations collectives et des suivis individuels;
  - statistiques portant sur le nombre de stagiaires, leur âge, leur genre, leur nationalité, leur état civil, leur type de revenus et les principales problématiques rencontrés;
7. les perspectives;
8. le rapport financier.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services d'insertion sociale.

Namur, le 29 janvier 2004.

Le Ministre Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1361

[C — 2004/27035]

**29 JANUARI 2004. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor sociale insluiting**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 juli 2003 betreffende de sociale insluiting, inzonderheid op de artikelen 6, 7, 9, 14, 15, 18 en 22;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 september 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 2 oktober 2003;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad van steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 12 november 2003;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 12 januari 2004, overeenkomstig artikel 84, § 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, bij de wet van 8 september 1997 en bij de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° dienst : dienst voor sociale insluiting;

2° maatschappelijk werker : de maatschappelijk werker bedoeld in artikel 7, § 1, 2°, van het decreet

3° Minister : de Minister die voor sociale actie bevoegd is;

4° administratie : het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest;

5° Commissie : de advies- en erkenningscommissie van de diensten voor sociale insluiting;

6° decreet : het decreet van 17 juli 2003 betreffende de sociale insluiting.

HOOFDSTUK II. — *Erkenningsprocedure**Afdeling 1 — Toekenning van de erkenning*

**Art. 3. § 1.** De aanvraag om erkenning wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de administratie gericht. Een afschrift wordt aan de Minister overgemaakt.

Behalve de informatie vereist krachtens artikel 6 van het decreet bevat het aanvraagdossier de volgende gegevens :

1° de identiteit en de personalia van de persoon die de dienst vertegenwoordigt;

2° het adres van de dienst;

3° de naam, titels, diploma's en kwalificaties en functies van de personeelsleden belast met de acties inzake sociale insluiting bedoeld in het decreet;

4° de andere eventuele openbare subsidiëeringsbronnen, ongeacht het niveau, betreffende de acties inzake sociale insluiting van de dienst en van de vereniging of de instelling waarvan hij deel uitmaakt;

5° een synthesenota waarin melding wordt gemaakt van de vastgestelde behoeften en tegengekomen problemen op het grondgebied van de gemeente(n) waar de dienst de in het decreet bedoelde opdrachten wenst te vervullen, alsook van de bestaande partnerschappen;

6° een activiteitenverslag betreffende de twee jaren voorafgaande aan de aanvraag.

§ 2. In geval van aanvraag om hernieuwing laat de dienst het dossier vergezeld gaan van een nota :

1° ter vaststelling van de evolutie en van de voornaamste veranderingen in de loop van de laatste erkenningsperiode op het grondgebied van de gemeente(n) waar hij zijn activiteiten uitoefent;

2° bevattende een evaluatieverslag betreffende de afgelopen erkenningsperiode en een overzicht van de jaarevaluaties van de gevoerde acties en van de individuele opvolgingen;

3° ter bepaling van de werkpisten voor de nieuwe erkenningsperiode.

§ 3. Het model van project bedoeld in artikel 6, tweede lid, 4°, van het decreet gaat in bijlage 1.

**Art. 4.** Binnen tien dagen na ontvangst van de aanvraag stuurt de administratie een bericht van ontvangst naar de dienst.

De administratie gaat na of de aanvraag volledig is en verzoekt de dienst in voorkomend geval binnen dertig na ontvangst van de aanvraag om de toezending van de ontbrekende stukken of gegevens.

De administratie stuurt de dienst binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag of binnen tien dagen als ze hem om de toezending van de ontbrekende stukken of gegevens heeft verzocht, een schrijven om mee te delen dat de aanvraag volledig is.

**Art. 5.** De administratie maakt het dossier samen met haar advies aan de Commissie over binnen dertig dagen na verzending van het schrijven bedoeld in artikel 4, derde lid.

De Commissie geeft de Minister advies binnen twee maanden na ontvangst van het dossier.

**Art. 6.** De Minister beslist over de aanvraag binnen twee maanden na ontvangst van het advies van de Commissie.

Het besluit wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de dienst meegedeeld.

**Art. 7.** De hernieuwing van de erkenning wordt minstens zes maanden vóór de vervaldatum van de lopende erkenning aangevraagd.

De artikelen 3 tot 6 zijn toepasselijk op de aanvraag om hernieuwing.

#### *Afdeling 2. — Opschorting en intrekking van de erkenning*

**Art. 8.** Als de Minister van plan is de erkenning op te schorten of in te trekken, verwittigt hij de betrokken dienst bij ter post aangetekend schrijven. Het voorstel tot opschorting of tot intrekking vermeldt de motieven op grond waarvan ze gerechtvaardigd is.

De dienst beschikt met ingang van de datum van ontvangst van het voorstel tot opschorting of tot intrekking over een termijn van dertig dagen om zijn geschreven opmerkingen aan de Minister te richten.

**Art. 9.** De Minister legt zijn voorstel tot opschorting of tot intrekking en de opmerkingen van de dienst ter advies voor aan de Minister binnen de maand na ontvangst ervan of na afloop van de termijn bedoeld in artikel 8, tweede lid.

**Art. 10.** De Commissie geeft de Minister advies binnen twee maanden na ontvangst van het voorstel tot opschorting of intrekking bedoeld in artikel 9.

**Art. 11.** De Minister beslist binnen de maand na ontvangst van het advies van de Commissie.

Het besluit tot opschorting of intrekking wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de dienst meegedeeld.

#### *Afdeling 3. — Beroepen*

**Art. 12.** In geval van weigering, opschorting of intrekking van erkenning wordt een beroep bij de Regering ingesteld.

Het beroep wordt binnen twee maanden na de betwiste mededeling bij ter post aangetekend schrijven aan de Minister gericht.

Het beroep is niet opschortend.

**Art. 13.** De Regering beslist binnen drie maanden na de verzending van het aangetekend schrijven bedoeld in artikel 12, tweede lid.

### HOOFDSTUK III. — *Publiek*

**Art. 14.** In elke groep die door een dienst voor sociale insluiting ten laste genomen wordt, mag het aantal personen die niet gerechtigd zijn in de zin van artikel 3 van het decreet niet hoger zijn dan 20 %.

### HOOFDSTUK IV. — *Maatschappelijk werker*

**Art. 15.** De maatschappelijk werker is houder van een diploma van maatschappelijk assistent, maatschappelijk helper, assistent psychologie of opvoeder. Hij is houder van een eindgetuigschrift van het niveau van het hoger pedagogisch en sociaal onderwijs, minstens van het korte type, voltijds of sociale promotie.

Als de door de dienst gevoerde acties het rechtvaardigen, kan de maatschappelijk werker ook met de instemming van de Minister licentiaat in de menselijke of sociale wetenschappen zijn, zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, van het decreet van de Franse gemeenschap van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden.

**Art. 16.** De maatschappelijk werker wiens bezoldiging overeenkomstig artikel 19 gesubsidieerd wordt volgt minstens vijftien uren opleiding per jaar i.v.m. de sociale insluitingsacties bedoeld in het decreet.

### HOOFDSTUK V. — *Evaluatieproces*

**Art. 17.** § 1. De maatschappelijk werker belegt minstens één keer per maand een ploegvergadering met alle personeelsleden die de in het decreet bedoelde acties uitoefenen.

Die vergadering dient o.a. voor :

1° het onderzoek en de oriëntering van de aanvragen die ten laste genomen kunnen worden door verschillende personeelsleden of door een vereniging of een instelling die beter inspeelt op de behoeften van de gerechtigden;

- 2° de coördinatie van de actie van de personeelsleden;
- 3° de opvolging van de evolutie van de ten laste genomen personen.

§ 2. De maatschappelijk werker verricht minstens één keer om de drie maanden een formatieve collectieve evaluatie met de gerechtigden om :

- 1° de voldoeningsgraad van de gerechtigden te peilen;
- 2° een balans van de gevoerde acties op te maken en de desbetreffende evolutiemogelijkheden uit te tekenen;
- 3° de tegengekomen moeilijkheden te identificeren en oplossingen voor te stellen.

§ 3. De maatschappelijk werker legt in samenspraak met elke gerechtigde een individueel opvolgingsdossier aan.

De individuele opvolging dient :

- 1° om na te gaan of de door de dienst gevoerde acties aan de verwachtingen van de gerechtigde beantwoorden;
- 2° om de gerechtigde desnoods naar een geschiktere dienst te begeleiden en door te sturen met het oog op de oplossing van zijn sociale problemen;
- 3° om in overleg met de gerechtigde een begeleiding voor te stellen bij het uitwerken van een persoonlijk sociaal, cultureel of professioneel project. De dienst geeft de gerechtigde kennis van de bestaande stelsels inzake sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces. De stappen die bij laatstgenoemden ondernomen worden, worden in het individueel dossier vermeld.

De dienst waarborgt de vertrouwelijkheid van de gegevens vervat in het individuele dossier door ervoor te zorgen dat ze slechts met de instemming van de gerechtigde en uitsluitend voor beroepsdoeleinden gebruikt en bewaard worden.

#### HOOFDSTUK VI. — *Vrijwilligerswerk*

**Art. 18.** De verantwoordelijke van de dienst of diens afgevaardigde :

- 1° organiseert vóór elke indienstneming van een vrijwillige medewerker een onderhoud om informatie in te winnen over zijn individueel en professioneel parcours;
- 2° stelt voor elke vrijwillige medewerker een contract op waarin gewezen wordt op de rechten en plichten van de ondertekenende partijen.

Het contract bevat bepalingen betreffende o.a. de verzekeringsmodaliteiten, het doelpubliek, de openingstijden en het huishoudelijk reglement;

- 3° maakt jaarlijks een evaluatie van de vrijwillige medewerker.

#### HOOFDSTUK VII. — *Subsidies*

##### *Afdeling 1. — Subsidies voor personeelskosten*

**Art. 19.** De Regering verleent binnen de perken van de begrotingskredieten :

- 1° aan elke erkende dienst een subsidie ter dekking van het brutoloon van een maatschappelijk werker naar rato van 0,5 voltijds equivalent, alsook van de werkgeversbijdragen en andere voordelen tot maximum 54 % van bedoeld loon;
- 2° aan elke erkende dienst die het bewijs levert van 38 uren activiteit per week waarvan minstens 19 uren groepswork een subsidie ter dekking van het brutoloon van een voltijds equivalent maatschappelijk werker, alsook van de werkgeversbijdragen en andere voordelen tot maximum 54 % van bedoeld loon

De personeelsuitgaven bedoeld in het eerste lid worden slechts in aanmerking genomen als ze niet hoger zijn :

- 1° wat betreft de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of de verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van de wet van 8 juli 1976 tot organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, dan de weddeschalen van de plaatselijke besturen die overeenstemmen, enerzijds, met de titel of het diploma waarover de maatschappelijk werker beschikt en, anderzijds, met hoogstens de graad van gegradueerde;
- 2° wat de verenigingen zonder winstoogmerk betreft, dan de weddeschalen die voor de titel of het diploma waarover de maatschappelijk werker beschikt vastgelegd worden door de paritaire commissie waaronder de vereniging ressorteert, tot hoogstens de weddeschalen die met het diploma van maatschappelijk assistent overeenstemmen.

**Art. 20.** § 1. Alleen de uitgaven voor statutair personeel of voor personeel in dienst genomen middels een arbeidscontract worden als personeelskosten in aanmerking genomen.

**Art. 21.** De jaren beroepservaring die in aanmerking genomen worden voor de vastlegging van de geldelijke anciënniteit van het personeel van de dienst voor sociale insluiting worden berekend overeenkomstig de algemene beginselen van het plaatselijke openbaar ambt die van toepassing zijn op het personeel van de vereniging die onder hoofdstuk XII van de wet van 8 juli 1976 tot organisatie van de ocmw's valt of, als het gaat om een dienst voor sociale insluiting opgericht in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, overeenkomstig de regels bepaald door de paritaire commissie waaronder het personeel van de vereniging ressorteert.

**Art. 22.** De subsidie bedoeld in artikel 19 valt onder de toepassing van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.



*Afdeling 2. — Subsidies voor werkingskosten*

**Art. 23.** De Regering verleent binnen de perken van de begrotingskredieten aan elke dienst voor sociale insluiting een subsidie ter dekking van de werkingskosten.

De subsidie bedraagt maximum :

- 1° 5.000 euro als de dienst eveneens de in artikel 19 bedoelde subsidie geniet;
- 2° 12.000 euro in de andere gevallen.

**Art. 24.** De subsidie bedoeld in artikel 23 valt onder de toepassing van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, subsidies en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

*Afdeling 3. — Criteria voor de toekenning van subsidies*

**Art. 25.** De subsidies bedoeld in de artikelen 19 en 23 worden bij voorrang toegekend aan de erkende diensten die het jaar vóór de aanvraag voor hetzelfde doel door het Waalse Gewest gesubsidieerd worden en die :

- 1° een programma en een tijdschema inzake activiteiten uitwerken;
- 2° pedagogische beginselen vastleggen i.v.m. sociale insluiting, alsmede een methodologie om ze uit te voeren.

Onverminderd het eerste lid kan de Regering na advies of op voorstel van het Waals forum voor sociale insluiting een jaarlijks of meerjaarlijks actieplan uitwerken waarin op prioritaire problematieken wordt gewezen.

*Afdeling 4. — Voorwaarden en modaliteiten betreffende de toekenning van subsidies en de controle daarop*

**Art. 26.** De subsidies worden per kalenderjaar door de Regering verleend aan elke erkende dienst die de volgende verplichtingen nakomt :

- 1° geen subsidies voor de tewerkgestelde professionele werknemers of voor de werkingskosten genieten als ze elkaar overlappen;
- 2° zich houden aan het boekhoudplan dat toepasselijk is op de O.C.M.W.'s, de verenigingen vallende onder hoofdstuk XII van de wet van 8 juli 1976 tot organisatie van de O.C.M.W.'s of op de verenigingen zonder winstoogmerk;
- 3° de administratie laten nagaan of de activiteiten en de boekhouding voldoen aan de voorwaarden voor de toekenning van de subsidies.

De subsidies worden toegekend op grond van een door de dienst opgestelde voorbegroting die de verschillende lasten vermeldt voor de periode waarvoor de subsidies worden aangevraagd.

De aanvraag om subsidies wordt samen met de voorbegroting uiterlijk 31 december van het jaar vóór het jaar waarvoor de subsidies worden aangevraagd naar de administratie gestuurd.

De Minister beslist uiterlijk 1 maart van het subsidiëeringsjaar over de aanvragen om subsidiëring.

**Art. 27. § 1.** De erkende dienst ontvangt in de loop van het eerste kwartaal van het jaar een jaarlijks voorschot gelijk aan 85 % van het bedrag van de subsidies die het vorige jaar zijn toegekend.

De dienst verzoekt om de betaling van dat voorschot d.m.v. een formulier dat ze aan de administratie richt. Dat formulier wordt door de administratie opgesteld.

Het saldo wordt vóór 1 juni van het volgende jaar betaald voor zover de bewijsstukken van de uitgaven vóór 1 april van hetzelfde jaar worden overgelegd.

§ 2. In afwijking van § 1 wordt tijdens het eerste subsidiëeringsjaar een jaarlijks voorschot toegekend dat gelijk is aan 85 % van het bedrag van de subsidies berekend op basis van de voorbegroting bedoeld in artikel 26, tweede lid.

**Art. 28.** Het activiteitenverslag bedoeld in artikel 18 van het decreet is conform het model dat in bijlage 2 gaat.

*HOOFDSTUK VIII. — Werkingsregels van de advies- en erkenningscommissie van de diensten voor sociale insluiting*

**Art. 29. § 1.** Binnen de Commissie wordt een bureau opgericht dat zal instaan voor de organisatie en de coördinatie van de werkzaamheden.

Het bureau bereidt de vergaderingen van de Commissie voor, stelt de agenda op en zorgt voor de kennisgeving van de adviezen.

Het bestaat uit de voorzitter, de ondervoorzitter en twee leden gekozen door de Commissie.

§ 2. De Commissie geeft pas geldig advies als minstens de helft van de leden aanwezig zijn.

Als dat quorum niet gehaald wordt, worden de leden uiterlijk binnen de vijftien volgende dagen opnieuw opgeroepen. Als het quorum tijdens die zitting weer niet gehaald wordt, zetelt de Commissie op geldige wijze, ongeacht het aantal aanwezige leden.

De beslissingen worden bij gewone meerderheid genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 3. Bij afwezigheid van de voorzitter wordt het voorzitterschap van de Commissie door de ondervoorzitter waargenomen.

§ 4. De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring aan de Regering voor.

**Art. 30.** Deelname aan de zittingen van de Commissie of van het bureau geven recht op presentiegeld, namelijk :

1° voorzitter : 50 euro;

2° ondervoorzitter : 30 euro;

3° andere leden, behalve de vertegenwoordigers van de Regering en van de administratie : 25 euro.

**Art. 31.** De reiskosten van de leden van de Commissie worden terugbetaald onder de volgende voorwaarden :

1° het gebruik van gemeenschappelijke vervoermiddelen wordt terugbetaald op basis van de officiële tarieven;

2° het gebruik van een persoonlijk voertuig geeft recht op een kilometervergoeding berekend overeenkomstig het tarief vastgelegd bij de regelgeving die van toepassing is op de ambtenaren van het Waalse Gewest.

Het Waalse Gewest staat niet in voor de risico's gebonden aan het gebruik van een persoonlijk voertuig.

#### HOOFDSTUK IX. — Slot- en overgangsbepalingen

**Art. 32.** De Minister kan een afwijking van artikel 15 toestaan aan elke persoon die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit de functies van maatschappelijk werker uitoefent in een op dezelfde datum bestaande dienst en die in artikel 5 van het decreet bedoelde acties verricht.

**Art. 33.** De subsidiëringsmodaliteiten waarin dit besluit voorziet zijn toepasselijk vanaf het jaar 2005.

De aanvraag om subsidiëring voor het jaar 2005 wordt uiterlijk 31 december 2004 aan de administratie gericht.

**Art. 34.** Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2004.

**Art. 35.** De Minister tot wiens bevoegdheden Sociale Actie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 januari 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE,  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

#### BIJLAGE 1 : model van project van de diensten voor sociale insluiting

Het model van project van de diensten voor sociale insluiting bevat hoe dan ook de volgende gegevens :

1. Een overzicht van de plaatselijke sociaal-economische realiteiten (bevolking, werkloosheidspercentage, aantal personen die in aanmerking komen voor het leefloon);
2. De identificatie van de behandelde problematiek;
3. De nagestreefde specifieke doelstellingen;
4. Het doelpubliek;
5. De omschrijving van het project;
6. De gehanteerde methodologie (deelneming van de gebruikers, voorgestelde individuele begeleiding);
7. Het personeel aangesteld voor het project (aantal en functie);
8. De effectieve en geplande samenwerkingsverbanden/partnerschappen;
9. De evaluatiemodaliteiten;
10. De planning van de acties volgens een welbepaald tijdschema;
11. De openingstijden van de dienst en de permanenties;
12. De voorbegroting en de andere financieringsbronnen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor sociale insluiting.

Namen, 29 januari 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE,  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

## BIJLAGE 2 : model van de activiteitenverslagen van de diensten voor sociale insluiting

De kwalitatieve en kwantitatieve activiteitenverslagen van de dienst voor sociale insluiting bevatten hoe dan ook de volgende gegevens :

1. Een historiek van de plaats waar de dienst is opgericht en de redenen van de oprichting;
2. Het doelpubliek;
3. Het personeel aangesteld voor het project (aantal en functie);
4. De nagestreefde specifieke doelstellingen;
5. De samenwerkingsverbanden/partnerschappen;
6. De resultaten en opmerkingen (kwalitatieve en kwantitatieve evaluatie);
  - synthese van de ploegvergaderingen, collectieve evaluaties en individuele opvolgingen;
  - statistieken over het aantal stagiairs, hun leeftijd, geslacht, nationaliteit, burgerlijke stand, type inkomens en de voornaamste tegengekomen problemen;
7. De perspectieven;
8. Het financieel verslag.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor sociale insluiting.

Namen, 29 januari 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE,  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1362

[C — 2004/27034]

**29 JANVIER 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la reconnaissance et au subventionnement des relais sociaux**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 juillet 2003 relatif à l'insertion sociale, notamment les articles 11 à 14, 16, 18 et 27;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 septembre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 octobre 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 12 novembre 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 12 janvier 2004, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 4 août 1996, par la loi du 8 septembre 1997 et par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1<sup>o</sup> décret : le décret du 17 juillet 2003 relatif à l'insertion sociale;
- 2<sup>o</sup> Ministre : le Ministre ayant l'Aide sociale dans ses attributions;
- 3<sup>o</sup> administration : la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé du Ministère de la Région wallonne;
- 4<sup>o</sup> partenaires : les signataires de la charte visée par les articles 11, § 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, et 12, § 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, du décret;
- 5<sup>o</sup> coordinateur : le coordinateur visé aux articles 11, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, et 12, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du décret.
- 6<sup>o</sup> dispositif d'urgence sociale : le système d'intervention vingt-quatre heures sur vingt-quatre activé :
  - a) pour les relais sociaux urbains situés dans un arrondissement administratif comptant une ville de plus de 150 000 habitants, par le CPAS de ladite ville;
  - b) pour les autres relais sociaux urbains, par le CPAS de la ville ou commune comptant plus de 50 000 habitants ou son délégué.

CHAPITRE II. — *De la charte*

**Art. 3.** Les principes de base de la charte que tout relais social et ses partenaires s'engagent, dans la limite de leurs missions, compétences et moyens, à appliquer sont les suivants :

- 1<sup>o</sup> respecter la dignité des personnes en situation de grande précarité sociale en leur garantissant une aide matérielle, physique et psychosociale;
- 2<sup>o</sup> accueillir, écouter, orienter et accompagner les personnes visées au 1<sup>o</sup> sans discrimination;
- 3<sup>o</sup> informer les personnes visées au 1<sup>o</sup> sur les services susceptibles de leur venir en aide;
- 4<sup>o</sup> favoriser la participation des personnes visées au 1<sup>o</sup> à l'élaboration et à la réalisation des actions développées dans le cadre du relais social;